

Jeudi 18 avril 2013

Communiqué de presse

Carole Delga, secrétaire nationale au Logement et à l'égalité des territoires
Audrey Linkenheld, secrétaire nationale adjointe au Logement

Se loger ou se nourrir : il ne faut pas choisir !

En République, se loger est un droit fondamental. Condition indispensable de la vie en société, l'accès à un logement décent est à la fois source d'émancipation sociale et de sécurité économique.

Pourtant, l'étude publiée ce jour par OpinionWay révèle que les Français rencontrent toujours plus de difficultés pour assumer leurs dépenses de logement. Il apparaît que les locataires consacrent en moyenne un tiers de leurs ressources pour leur loyer. Et l'on sait que ce chiffre peut atteindre plus de 50% dans certaines agglomérations.

Conséquence directe : les trois quarts des Français envisagent de baisser leurs dépenses annexes pour garantir le paiement de leur loyer ou emprunt. Pire encore, deux tiers des locataires déclarent rogner sur leur budget alimentation pour pouvoir payer leur loyer ! C'est un signe grave.

Cette situation est le résultat des difficultés économiques que traverse actuellement notre pays, mais aussi et surtout du bilan catastrophique de la droite en matière de logement. L'ancien gouvernement n'a rien fait pour réguler le marché et a concentré son action sur des dispositifs de défiscalisation, sans effet pour la situation des ménages modestes.

A l'inverse, l'actuelle majorité a pris l'entière mesure de l'urgence sociale, économique et écologique que connaît le pays en matière de logement. Le gouvernement a agi dès sa prise de fonction : décret d'encadrement des loyers, renforcement des obligations de construction de logements sociaux pour les communes, mobilisation du foncier public... Cette dynamique s'est poursuivie avec les annonces du président de la République le 21 mars dernier, qui a présenté des mesures fortes pour construire plus, construire mieux, construire vite : baisse de la TVA sur la construction de logements sociaux, raccourcissement des procédures, aides à la rénovation thermique,...

L'étude d'OpinionWay vient nous rappeler l'extrême urgence d'aller encore plus loin en faveur d'une politique qui permette à chacun d'accéder à un logement décent à un prix abordable. Ce sera le cas avec le projet de loi « urbanisme et logement » présenté au conseil des ministres courant juin.

Ce texte majeur du quinquennat instaurera notamment un véritable encadrement des loyers pour mettre fin aux pratiques abusives qui ont cours sur certains territoires. Il est également prévu de mettre en place une garantie locative universelle pour sécuriser et rééquilibrer les relations entre locataires et propriétaires. Des telles mesures, portées de longue date par le Parti socialiste, sont très attendues par nos concitoyens.

Avec ce projet de loi, le gouvernement assume une politique du logement résolument marquée à gauche, une politique de justice, une politique guidée par le devoir d'offrir à chaque citoyen des conditions de vie décentes.